

La Banque Scotia amorce l'exercice avec des résultats records

Chiffres clés du premier trimestre par rapport à la même période il y a un an :

- Bénéfice par action (dilué) de 0,84 \$, une progression de 9 % par rapport à 0,77 \$
- Revenu net de 852 millions de dollars, une hausse de 8 % par rapport à 788 millions de dollars
- Rendement des capitaux propres de 21,6 %, une augmentation par rapport à 21,0 %
- Coefficient du capital de catégorie 1 de 10,8 %, par rapport à 11,2 %

T1/2006

Toronto, le 3 mars 2006 – La Banque Scotia a enregistré un revenu net record de 852 millions de dollars au premier trimestre de 2006, soit une augmentation de 64 millions de dollars ou de 8 % par rapport à la même période au dernier exercice. Le bénéfice par action (dilué) s'est établi à 0,84 \$, en hausse de 0,07 \$ par action ou de 9 % par rapport au premier trimestre de 2005. La Banque affiche un très solide rendement des capitaux propres de 21,6 %.

«Notre stratégie de diversification à travers nos plateformes commerciales et régions géographiques continue à générer un revenu record, et ce, grâce aux solides apports de nos trois secteurs d'activité, a dit Rick Waugh, président et chef de la direction. La Banque a profité encore une fois de l'excellente performance des Opérations internationales, particulièrement au Mexique, des revenus de négociation records de Scotia Capitaux et de la solide croissance du volume des prêts hypothécaires dans le Réseau canadien. La qualité du crédit est demeurée stable dans toutes les divisions.

«Conformément à notre stratégie à long terme, nous avons fait le nécessaire, au cours du premier trimestre, pour utiliser notre capital dans des transactions stratégiques pour nos plateformes d'affaires. Opérations internationales a annoncé une acquisition importante au Pérou dans le cadre de notre stratégie en Amérique latine, Scotia Capitaux a misé sur la position de leader de l'industrie qu'occupe la Banque en matière de financement automobile pour faire l'acquisition, aux États-Unis, d'un important portefeuille de comptes clients de financement automobile aux particuliers jouissant d'une excellente cote et Réseau canadien a poursuivi sa stratégie visant à étendre sa clientèle en achetant les activités canadiennes de la Banque Nationale de Grèce.

«La position du capital de la Banque Scotia demeure très ferme, nous donnant la latitude nécessaire pour considérer un large éventail d'options de croissance tout en continuant d'accroître le rendement pour les actionnaires.

«Nous sommes persuadés que nous atteindrons les principaux objectifs de rendement que nous nous sommes fixés pour 2006.»

Résultats cumulatifs
par rapport à certains
objectifs financiers et
d'exploitation pour 2006 :

1. OBJECTIF : Afficher un rendement des capitaux propres (RCP) entre 18 et 22 %. Pour le premier trimestre, la Banque Scotia a obtenu un RCP de 21,6 %.
2. OBJECTIF : Générer une croissance du bénéfice par action ordinaire (dilué) de 5 à 10 % par an. La croissance d'une année sur l'autre du bénéfice par action (dilué) a été de 9 %.
3. OBJECTIF : Maintenir un ratio de productivité de moins de 58 %. La performance de la Banque Scotia a été de 55,2 %.
4. OBJECTIF : Maintenir de solides coefficients de capital. À 10,8 %, le coefficient du capital de catégorie 1 de la Banque Scotia demeure parmi les plus élevés des banques canadiennes et est solide selon les normes internationales.

Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates

(non vérifié)	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
Résultats d'exploitation (en millions de dollars)			
Revenu d'intérêts net (BMEF ¹⁾)	1 605	1 581	1 503
Revenu total (BMEF ¹⁾)	2 830	2 735	2 614
Provision pour créances irrécouvrables	75	36	74
Frais autres que d'intérêts	1 562	1 579	1 457
Provision pour impôts sur le revenu (BMEF ¹⁾)	321	289	278
Revenu net	852	811	788
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	844	803	784
Rendement de l'exploitation			
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,85	0,81	0,78
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,84	0,80	0,77
Rendement des capitaux propres (en pourcentage)	21,6	20,5	21,0
Ratio de productivité (en pourcentage) (BMEF ¹⁾)	55,2	57,8	55,7
Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen (en pourcentage) (BMEF ¹⁾)	1,97	1,97	2,00
Données du bilan (en millions de dollars)			
Liquidités et valeurs mobilières	101 953	93 964	89 118
Prêts et acceptations	200 752	198 581	188 617
Total de l'actif	324 951	314 025	300 547
Dépôts	227 547	217 445	206 866
Actions privilégiées	600	600	300
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	15 596	15 482	14 918
Biens sous administration	174 110	171 392	158 030
Biens sous gestion	26 185	26 630	22 591
Mesures du capital			
Coefficient du capital de catégorie 1 (en pourcentage)	10,8	11,1	11,2
Coefficient du capital total (en pourcentage)	12,8	13,2	13,5
Coefficient du capital-actions corporel ordinaire à l'actif pondéré en fonction du risque ²⁾ (en pourcentage)	9,0	9,3	9,5
Actif pondéré en fonction du risque (en millions de dollars)	168 948	162 799	155 498
Qualité du crédit			
Montant net des prêts douteux ³⁾ (en millions de dollars)	659	681	762
Provision générale pour créances irrécouvrables (en millions de dollars)	1 330	1 330	1 375
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations ³⁾	0,33	0,34	0,40
Provision spécifique pour créances irrécouvrables en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations (sur une année)	0,15	0,16	0,16
Données sur les actions ordinaires			
Par action (en dollars)			
Haut	49,80	44,22	41,35
Bas	42,89	40,31	36,41
Clôture	46,25	42,99	39,50
Actions en circulation (en millions)			
Moyenne (de base)	989	995	1 006
Moyenne (diluée)	1 002	1 008	1 021
Fin de la période	988	990	998
Dividendes par action (en dollars)	0,36	0,34	0,32
Rendement des actions (en pourcentage)	3,1	3,2	3,3
Ratio de distribution ⁴⁾ (en pourcentage)	42,2	42,1	41,1
Capitalisation boursière (en millions de dollars)	45 696	42 568	39 425
Valeur comptable par action ordinaire (en dollars)	15,78	15,64	14,95
Ratio de la valeur marchande à la valeur comptable	2,9	2,7	2,6
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	14,2	13,5	13,3
Autres données			
Employés	47 166	46 631	43 930
Succursales et bureaux	1 968	1 959	1 871

Certains chiffres présentés à titre de comparaison dans ce rapport trimestriel ont été reclassés pour correspondre à la présentation de la période en cours.

1) Pour le rajustement de la mesure PCGR en base de mise en équivalence fiscale (BMEF), se reporter aux notes 2 et 3 de la page 13.

2) Représente l'avoir des porteurs d'actions ordinaires et la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales moins l'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction du risque.

3) Le montant net des prêts douteux correspond au montant des prêts douteux moins la provision spécifique pour créances irrécouvrables.

4) Représente le dividende sur actions ordinaires pour la période en pourcentage du revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires pour la période.

Stratégies de réussite

Dans nos trois principaux secteurs d'activité – Réseau canadien, Opérations internationales et Scotia Capitaux – nous alignons nos efforts sur nos trois grandes priorités : la croissance durable du revenu, les acquisitions stratégiques et la gestion et l'affectation efficaces du capital. Ce trimestre, nous avons poursuivi le déploiement de nos stratégies et le succès a encore été au rendez-vous.

Nous donnons de l'élan à la croissance durable du revenu en fidélisant nos clients, en élargissant les liens existants et en acquérant de nouveaux clients, au moyen d'investissements dans de nouvelles ressources et technologies et dans le marketing, notamment dans plusieurs grands projets de commandite.

Dans le cadre de notre stratégie visant à accroître notre clientèle, nous accélérerons cette année l'expansion de nos réseaux de succursales au Canada et au Mexique, vingt nouvelles succursales étant prévues pour le Canada et cinquante pour le Mexique. De plus, nous avons fait l'acquisition de la Banque Nationale de Grèce (Canada), notamment de ses dix succursales en Ontario et au Québec.

Nous continuons à utiliser efficacement notre capital en procédant à des acquisitions stratégiques. Durant le trimestre, nous avons annoncé un investissement de 390 millions de dollars au Pérou, dans le cadre de notre stratégie de croissance en Amérique latine. Nous avons également annoncé la conclusion d'un important accord de financement avec General Motors Acceptance Corporation (GMAC) aux termes duquel GMAC vendra jusqu'à 20 milliards de dollars US de comptes clients de financement automobile aux particuliers à Scotia Capitaux sur une période de cinq ans, au moyen d'une facilité de crédit renouvelable de 6 milliards de dollars US.

Comme toujours, nous nous attachons à répondre aux besoins de tous nos partenaires, et les efforts que nous déployons à cet égard continuent d'être salués. Nous sommes fiers d'avoir été désignés banque de l'année au Mexique, dans les Antilles et en Jamaïque par le magazine *Latin Finance*. Pour sa part, Scotia Capitaux s'est vu décerner le titre de meilleure banque pour les opérations de change au Canada par le magazine *Global Finance*.

Nous sommes déterminés à ce que la Banque Scotia demeure un milieu où il fait bon travailler et où l'on peut poursuivre une carrière enrichissante. C'est la raison pour laquelle nous sommes heureux que la Banque ait été citée, pour une deuxième année de suite, parmi les 50 meilleurs employeurs au Canada selon le magazine *Report on Business* du journal *The Globe and Mail*.

Nous croyons également à l'importance pour la Banque d'être une entreprise socialement responsable et de venir en aide aux communautés dans lesquelles elle exerce ses activités. Par exemple, nous poursuivons notre association avec la fondation Rick Hansen Man in Motion et avons annoncé un partenariat de quatre millions de dollars sur une période de dix ans pour la mise en place d'un nouveau programme communautaire de sensibilisation aux traumatismes médullaires.

Nous sommes persuadés que la Banque Scotia occupe une excellente position pour aller de succès en succès au cours de 2006.

Rick Waugh

Président et chef de la direction

Objectifs 2006

Résultats financiers

- Rendement des capitaux propres de 18 à 22 %
- Croissance du bénéfice par action (dilué) de 5 à 10 %
- Valeur à long terme pour les actionnaires par l'augmentation des dividendes et l'appréciation du cours de l'action

Clientèle

- Niveau élevé de satisfaction et de fidélité de la clientèle
- Accroissement de la part de marché dans les marchés primaires

Exploitation

- Ratio de productivité inférieur à 58 %
- Notation solide
- Meilleures pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et de procédés de conformité
- Solides coefficients de capital

Ressources humaines

- Niveau élevé de satisfaction et d'engagement des employés
- Diversité accrue de l'effectif
- Engagement à l'égard de la responsabilité sociale de l'entreprise et solide engagement communautaire

Réseau canadien

- Au 31 décembre 2005, 65 % de l'actif des Fonds communs Scotia se situait dans les deux quartiles supérieurs pour ce qui est du rendement sur trois ans. Deux des quatre Portefeuilles Partenaires Scotia se sont vu attribuer par Morningstar Canada la cote «quatre étoiles». Par ailleurs, nos clients ont profité du solide rendement de nos propres fonds communs de placement administrés par Gestion de placements Scotia Cassels. Près de 90 % des fonds communs à long terme sous gestion active se trouvait dans les deux quartiles supérieurs pour ce qui est du rendement sur trois ans.
- Au cours du trimestre, nous avons terminé le lancement à l'échelle nationale du Schéma financier Scotia, un outil de planification financière exclusif conçu pour notre équipe de conseillers financiers agréés. Le Schéma financier Scotia dynamise le processus de planification fondé sur les objectifs et améliore la productivité par la rationalisation des applications et le pré-chargement des données sur les clients. Le processus permet d'établir un plan financier complet qui couvre tous les besoins du client en matière de placement, d'emprunt, d'opérations bancaires courantes et d'assurance.
- En janvier, nous avons fait la démonstration de notre engagement à accroître la notoriété de la marque de la Banque Scotia dans la région d'Ottawa en donnant nos couleurs à la Place Banque Scotia, domicile des Sénateurs d'Ottawa de la Ligue nationale de hockey.

Opérations internationales

- Nous poursuivons notre stratégie d'acquisitions et, à cet égard, nous sommes parvenus à une entente pour l'achat de deux banques péruviennes, Banco Wiese Sudameris et Banco Sudamericano. Lorsque l'entente sera conclue, notre participation sera à hauteur de 80 % dans la nouvelle banque résultant de la fusion de ces deux entités, alors que celle de Banca Intesa (Italie) sera à hauteur de 20 %. La transaction est assujettie à l'approbation des organismes de réglementation et à d'autres conditions et devrait être parachevée au cours du deuxième trimestre. Dans l'ensemble, notre investissement totalisera 390 millions de dollars.
- Pour miser sur l'image de marque de la Banque Scotia au Mexique, Grupo Financiero Scotiabank Inverlat est devenu Grupo Scotiabank. Par ailleurs, nous avons mis en place une nouvelle structure organisationnelle dans les succursales du Mexique, notamment en remaniant les processus d'exploitation, pour mieux servir notre clientèle et permettre à nos représentants en succursale de consacrer plus de temps à la vente. La conversion au nouveau modèle d'exploitation s'est appliquée à plus de 50 % du réseau en 2005 et devrait être effective dans l'ensemble du réseau d'ici avril 2006. Nous avons également obtenu l'attestation délivrée par le gouvernement mexicain en ce qui a trait à l'avancement des femmes. La note obtenue au terme d'une enquête portant sur le traitement équitable entre les sexes a été de 95 %, soit l'une des notes les plus élevées attribuées à une société participante.

- C'est avec dynamisme que nous poursuivons le déploiement de stratégies concurrentielles en matière de cartes de crédit. En effet, nous nous attaquons à quatre nouveaux marchés avec nos cartes de crédit : Belize, îles Caïmans, Saint-Martin et îles Turks et Caicos. De plus, nous nous sommes associés à Delta Airlines pour l'émission, à Puerto Rico, d'une carte de crédit comarquée appelée Scotiabank Delta Sky Miles VISA. Au Mexique, nous avons reconduit notre accord avec Posadas Group pour la carte Scotiabank Fiesta Rewards. Nous nous sommes également associés à la National Football League pour l'émission de cartes comarquées au Mexique.

Scotia Capitaux

- General Motors Acceptance Corporation (GMAC) s'est engagée à vendre jusqu'à 20 milliards de dollars US en comptes clients de financement automobile aux particuliers à Scotia Capitaux sur une période de cinq ans, au moyen d'une facilité de crédit renouvelable de 6 milliards de dollars US. Cet accord est le fruit des liens de longue date qui unissent GMAC et Scotia Capitaux.
- Scotia Capitaux a agi à titre de conseiller financier auprès de Versacold Holdings Corp., une filiale de Versacold Income Fund, pour l'acquisition de P&O Cold Logistics pour un montant de 380 millions de dollars. Pour le financement de l'acquisition, nous avons également agi à titre de teneur de livre unique relativement à une offre combinée de 140 millions de dollars constituée de parts de fiducie et de débentures convertibles, de co-chef de file et de mandataire administratif pour des facilités de crédit de 500 millions de dollars et de principal conseiller du client pour le programme de couverture du risque lié au taux d'intérêt et au change.
- Scotia Capitaux a été le principal conseiller en matière de couverture de Corus Entertainment Inc. relativement au refinancement de ses effets subordonnés de premier rang de 375 millions de dollars et a été principal conseiller en matière de couverture et agent syndicataire pour de nouveaux mécanismes de financement bancaire de premier ordre de 800 millions de dollars.

Employés et ressources humaines

- Pour la deuxième année de suite, le Groupe Banque Scotia figure au palmarès des 50 meilleurs employeurs au Canada selon une enquête annuelle sur l'emploi réalisée par le magazine *Report on Business* du journal *The Globe and Mail*. La Banque Scotia, l'une des deux seules institutions financières dans la liste, occupe le 43^e rang, une remontée par rapport au 46^e rang qu'elle occupait en 2005.

Engagement dans la collectivité

- La Banque Scotia poursuit son association avec la fondation Rick Hansen Man in Motion et a annoncé le 12 janvier un partenariat de quatre millions de dollars sur une période de dix ans. Grâce au nouveau programme des ambassadeurs de la fondation, plus de 200 personnes ayant subi des lésions de la moelle épinière pourront raconter leur histoire de courage et d'espoir et ainsi servir de modèles dans des collectivités du Canada.

Déclarations prospectives Le présent document renferme des déclarations prospectives qui sont formulées aux termes des règles d'exonération de responsabilité de la loi américaine de 1995 intitulée *Private Securities Litigation Reform Act*. Ces déclarations comprennent des observations concernant les objectifs de la Banque, les stratégies qu'elle emploie pour atteindre ces objectifs, ses résultats financiers prévisionnels (y compris ceux relevant du domaine de la gestion du risque) et les perspectives à l'égard des activités de la Banque et de l'économie du Canada, des États-Unis et du monde entier. On reconnaît habituellement les déclarations prospectives à l'emploi de termes ou d'expressions comme «croire», «prévoir», «s'attendre à», «avoir l'intention de», «estimer», «projeter», «pourrait augmenter» et «pourrait fluctuer» et autres expressions similaires ainsi que par la conjugaison des verbes au futur et au conditionnel.

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Banque conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels risquent de différer sensiblement des estimations et intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, notamment : la conjoncture économique et financière au Canada et dans le monde; les variations des taux d'intérêt et des cours du change; les liquidités; l'incidence des changements apportés à la politique monétaire; les modifications apportées aux lois et à la réglementation au Canada et ailleurs; les risques d'exploitation et d'atteinte à la réputation; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que la Banque reçoit sur sa clientèle et ses contreparties; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services en temps opportun sur des marchés réceptifs; l'aptitude de la Banque à étendre ses canaux de distribution existants et à en mettre sur pied de nouveaux afin d'accroître ses revenus; l'aptitude de la Banque à mener à terme ses acquisitions et ses autres stratégies de croissance et à intégrer les établissements acquis; les modifications des conventions et des méthodes comptables dont la Banque se sert pour présenter sa situation financière et ses résultats d'exploitation, y compris les incertitudes entourant les hypothèses et les estimations comptables d'importance critique; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; l'activité sur les marchés financiers mondiaux; l'aptitude de la Banque à recruter et à conserver des dirigeants clés; la confiance accordée aux tiers qui fournissent les composantes de l'infrastructure commerciale de la Banque; les changements imprévus des habitudes de dépense et d'épargne du consommateur; les changements technologiques; le regroupement du secteur canadien des services financiers; les changements apportés aux lois fiscales; la présence de nouveaux concurrents et des concurrents établis; les procédures judiciaires et réglementaires; les cas de force majeure comme les tremblements de terre; l'incidence éventuelle de conflits internationaux et autres événements, y compris les actes terroristes et la guerre contre le terrorisme; les incidences de maladies ou d'épidémies sur les économies locales, nationales ou internationales; les perturbations des infrastructures publiques, notamment les transports, les communications, l'énergie et l'eau; de même que l'aptitude de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. La Banque consacre une bonne partie de ses activités à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certains secteurs, entreprises ou pays. Un événement imprévu qui touche ces emprunteurs, secteurs ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Banque, sur ses activités, sur sa situation financière ou sur ses liquidités. Ces facteurs, et d'autres encore, peuvent faire en sorte que le rendement réel de la Banque soit, dans une mesure importante, différent de celui envisagé par les déclarations prospectives. Pour plus de renseignements, se reporter à la section du rapport de gestion débutant à la page 59 du Rapport annuel 2005.

La Banque tient à souligner que la liste des facteurs importants énoncée ci-dessus n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque et de ses valeurs mobilières, les investisseurs et les autres personnes devraient se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives verbales ou écrites qui peuvent être faites de temps à autre par elle ou en son nom.

La rubrique «Perspectives» contenue dans le présent rapport est fondée sur les opinions de la Banque; leur réalisation est incertaine. Le lecteur est prié de tenir compte des facteurs susmentionnés lors de la lecture de cette rubrique.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris sa notice annuelle sur le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com, ainsi que dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à l'adresse www.sec.gov.

Résultats financiers et situation financière du Groupe

Grâce à un premier trimestre record, la Banque est en voie d'atteindre ses principaux objectifs de rendement pour 2006. Le revenu net a augmenté de 8 % pour se chiffrer à 852 millions de dollars, par rapport à 788 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice précédent, et de 5 % par rapport aux 811 millions de dollars inscrits au dernier trimestre. Ces résultats témoignent du solide apport de chacun des trois secteurs d'activité de la Banque, ce qui comprend une amélioration des résultats des activités de la Banque sur les marchés financiers et au Mexique. La conversion des devises n'a pas eu d'incidence importante sur les résultats du premier trimestre.

Revenu total

Durant le trimestre, le revenu total (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est établi à 2 830 millions de dollars, en hausse de 8 % par rapport à 2 614 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice précédent. La croissance a été généralisée; le revenu d'intérêts net et les autres revenus ont augmenté, en particulier les revenus de négociation et les commissions tirées des activités. Les acquisitions de Banco de Comercio au El Salvador et de Waterous & Co. vers la fin de 2005 représentent environ 1 % de la croissance d'un exercice à l'autre.

Le revenu total a progressé de 95 millions de dollars ou de 3 % par rapport au trimestre précédent en raison principalement de la hausse considérable des revenus de négociation, conjuguée aux augmentations du revenu d'intérêts net et des commissions provenant des opérations.

Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est établi à 1 605 millions de dollars pour le trimestre, soit une hausse de 102 millions de dollars ou de 7 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent et de 24 millions de dollars ou de 2 % par rapport au quatrième trimestre.

La marge nette sur intérêts est demeurée inchangée à 1,97 % par rapport au quatrième trimestre, mais a légèrement fléchi par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent alors qu'elle se chiffrait à 2,00 %. Au cours du trimestre, la marge en monnaie canadienne s'est accentuée légèrement en glissement annuel, ce qui a été atténué par une diminution de la marge en devises.

Le revenu d'intérêts net en monnaie canadienne s'est établi à 958 millions de dollars, en hausse de 72 millions de dollars ou de 8 % par rapport à l'exercice précédent et de 13 millions de dollars ou de 1 % par rapport au dernier trimestre.

L'augmentation sur 12 mois s'explique par la forte croissance de 10 % des portefeuilles de prêts hypothécaires et d'autres prêts aux particuliers et par la hausse du revenu de dividendes au cours du trimestre. L'aplanissement de la courbe de rendement a toutefois continué d'exercer des pressions sur la marge.

Le revenu d'intérêts net en devises a crû de 30 millions de dollars ou de 5 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 11 millions de dollars ou de 2 % par rapport au dernier trimestre. Le Mexique a nettement contribué à cette hausse sur 12 mois, sous l'effet de la croissance des marges ainsi que des portefeuilles de prêts hypothécaires et de prêts aux entreprises. Ce résultat a été partiellement contrebalancé par la diminution des marges et des soldes moyens dans les activités de prêts aux grandes entreprises aux États-Unis et en Europe.

Autres revenus

Les autres revenus ont atteint 1 225 millions de dollars au premier trimestre, ce qui représente une nette amélioration de 114 millions de dollars ou de 10 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance a été généralisée grâce aux revenus de négociation records, en particulier des actions et des produits dérivés, en raison des conditions favorables sur le marché et du volume élevé d'activités des clients. De plus, des gains nets ont été réalisés sur la vente des valeurs mobilières détenues aux fins de placement; les revenus d'honoraires provenant des activités, comme les commissions des services de dépôt et de paiement et de courtage de détail, ont augmenté sensiblement. En ce qui a trait aux commissions de courtage de détail, la progression est attribuable à l'augmentation des volumes des opérations des clients sur un marché boursier vigoureux. En revanche, les commissions de prise ferme et les revenus de titrisation ont diminué, annulant en partie cette croissance de revenus.

Les autres revenus ont augmenté de 71 millions de dollars ou de 6 % par rapport au trimestre précédent, sous l'effet principalement d'une hausse importante des revenus de négociation attribuable aux conditions favorables du marché et au volume élevé d'activités des clients, ainsi que de la progression des commissions provenant des opérations. Ces hausses ont été partiellement atténuées par la baisse des commissions de prise ferme.

Provision pour créances irrécouvrables

La provision pour créances irrécouvrables a totalisé 75 millions de dollars pour le trimestre, ce qui est comparable à la somme inscrite à la période correspondante de l'exercice précédent, mais supérieur à la provision de 36 millions de dollars au trimestre précédent. La provision générale est restée inchangée au cours du trimestre, tandis qu'au trimestre précédent, la provision comprenait une réduction de 45 millions de dollars de la provision générale pour créances irrécouvrables. Les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables sont demeurées relativement stables en glissement annuel, mais ont légèrement fléchi de 6 millions de dollars d'un trimestre à l'autre. Scotia Capitaux a continué de profiter de reprises nettes au premier trimestre, le marché du crédit étant demeuré stable. Pour une analyse détaillée du risque de crédit, se reporter à la page 7.

Frais autres que d'intérêts et productivité

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 105 millions de dollars ou de 7 % pour s'établir à 1 562 millions de dollars pour le trimestre, comparativement à 1 457 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice précédent. L'inclusion des acquisitions effectuées en 2005 représentait environ 1 % de cette croissance. Par rapport au quatrième trimestre, les frais ont diminué de 17 millions de dollars ou de 1 %.

Le ratio de productivité, qui mesure l'efficacité de la Banque, était de 55,2 % au cours du trimestre, ce qui représente une légère amélioration par rapport à 55,7 % au premier trimestre de l'exercice précédent et une nette progression par rapport à 57,8 % au quatrième trimestre.

La croissance des frais autres que d'intérêts sur 12 mois est imputable en grande partie aux augmentations des salaires et des avantages sociaux, causées principalement par la hausse de la rémunération à base d'actions, des prestations de retraite et des autres prestations. L'appréciation plus élevée du cours de l'action

de la Banque et la comptabilisation accélérée des coûts pour les retraités récents expliquent en majeure partie l'augmentation de la rémunération à base d'actions. La augmentation des frais associés aux locaux et à la technologie, aux communications, à la publicité et au développement des affaires vise à soutenir les investissements continus de la Banque dans ses initiatives commerciales. De plus, on constate une augmentation des frais d'évaluation et d'acquisition, ce qui s'explique par des ventes plus importantes dans le secteur des prêts hypothécaires et des cartes de crédit. La croissance dans la catégorie des autres revenus résulte essentiellement de la hausse des frais de litiges ainsi que des frais de formation du personnel.

La diminution des frais autres que d'intérêts par rapport au quatrième trimestre s'explique essentiellement par la réduction des honoraires professionnels et des coûts de publicité et de développement liés aux initiatives de promotion au Canada, au Mexique et dans les Antilles vers la fin de l'exercice précédent. Ces réductions favorables ont été en partie annulées par l'augmentation des charges salariales, surtout des coûts de la rémunération liée au rendement qui sont associés aux solides résultats de négociation enregistrés au cours du trimestre. De plus, la rémunération à base d'actions a augmenté en raison des facteurs susmentionnés. Les prestations de retraite et les autres prestations ont également progressé par rapport au trimestre précédent, notamment à cause de la hausse saisonnière des cotisations sociales.

Impôts et taxes

Le taux d'imposition effectif de 20,5 % au premier trimestre représente une faible hausse par rapport à 20,1 % à la période correspondante de l'exercice précédent. Il est toutefois comparable au taux de 20,4 % au trimestre précédent. Le taux d'imposition effectif a augmenté d'un exercice à l'autre, indépendamment de la hausse des bénéfices réalisés par les filiales dans des régions où le taux d'imposition est moins élevé, car certaines opérations structurées au cours du dernier exercice ont permis d'accroître les économies d'impôts.

Gestion du risque

Les pratiques et politiques de la Banque en matière de gestion du risque n'ont pas changé par rapport à ce qui est énoncé dans les pages 59 à 70 du Rapport annuel 2005.

Risque lié au crédit

La provision pour créances irrécouvrables a totalisé 75 millions de dollars au cours du présent trimestre, comparativement à 74 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent. Les provisions totales ont augmenté par rapport à celles du trimestre précédent, hausse entièrement attribuable à une réduction de 45 millions de dollars de la provision générale pour créances irrécouvrables au quatrième trimestre de 2005. Cependant, les provisions spécifiques ont diminué de 6 millions de dollars d'un trimestre à l'autre.

Scotia Capitaux a bénéficié d'une diminution des nouvelles provisions au cours du trimestre ainsi que des reprises qui se sont poursuivies, ce qui s'est traduit par un recouvrement net de 16 millions de dollars au premier trimestre, alors qu'il avait atteint 9 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent et 7 millions de dollars au quatrième trimestre.

Dans les portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises du Réseau canadien, les provisions totales de 64 millions de dollars étaient légèrement inférieures à celles inscrites au

trimestre correspondant de l'exercice précédent et au quatrième trimestre, les provisions dans le portefeuille des prêts aux entreprises ayant fléchi.

La provision pour créances irrécouvrables afférente aux activités internationales a atteint 27 millions de dollars, ce qui est supérieur à la provision de 7 millions de dollars inscrite à la période correspondante de l'exercice précédent et à celle de 16 millions de dollars inscrite au quatrième trimestre. Ces augmentations s'expliquent essentiellement par les hausses des provisions dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux particuliers au Mexique et à un prêt commercial douteux en Asie.

Le montant net des prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique pour créances irrécouvrables, s'est établi à 659 millions de dollars au 31 janvier 2006, soit une amélioration de 22 millions de dollars par rapport au trimestre précédent.

Les secteurs des produits forestiers et de l'industrie automobile demeurent sous étroite surveillance. La Banque gère activement ses risques et son exposition à ces deux secteurs.

Risque de marché

La valeur à risque («VAR») est une mesure clé du risque de marché lié aux activités de négociation de la Banque. Au premier trimestre, la VAR moyenne sur un jour a diminué pour atteindre 8,1 millions de dollars, comparativement à 8,4 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution résulte principalement de l'exposition plus faible au change, en partie annulée par une augmentation de l'exposition aux taux d'intérêt et aux actions. L'exposition accrue au change et aux actions s'est traduite par une hausse de la VAR sur un jour par rapport au trimestre précédent, alors qu'elle se chiffrait à 7,5 millions de dollars.

Facteur de risque <i>(en millions de dollars)</i>	Moyenne pour les trimestres terminés les		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
Taux d'intérêt	5,5 \$	6,4 \$	4,8 \$
Actions	5,6	4,3	4,1
Change	1,8	0,7	5,4
Produits de base	0,7	1,6	0,6
Diversification	(5,5)	(5,5)	(6,5)
VAR à l'échelle de la Banque	8,1 \$	7,5 \$	8,4 \$

Il y a eu quatre journées de pertes durant le trimestre, comparativement à une seule journée au premier trimestre de l'exercice précédent et à sept journées au quatrième trimestre. Ces pertes se sont situées dans les limites prévues par la méthode de la VAR.

Risque de liquidité

La Banque maintient un avoir considérable en actifs liquides pour soutenir ses activités. En règle générale, elle peut vendre ou nantir ces actifs en vue d'honorer ses engagements. Au 31 janvier 2006, les actifs liquides s'élevaient à 87 milliards de dollars, soit 27 % du total de l'actif, comparativement à 82 milliards de dollars ou à 26 % du total de l'actif au 31 octobre 2005. Ces actifs se composaient de titres à hauteur de 73 % ainsi que d'espèces et de dépôts auprès de banques à hauteur de 27 % (75 % et 25 % respectivement au 31 octobre 2005).

Dans le cours de ses activités quotidiennes, la Banque nantit des titres et d'autres actifs afin de garantir des obligations, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement ou encore d'exercer des activités à l'étranger. Elle peut également

vendre des titres en vertu d'ententes de rachat. Au 31 janvier 2006, l'actif total donné en nantissement ou vendu dans le cadre d'ententes de rachat s'établissait à 51 milliards de dollars, comparativement à 48 milliards de dollars au 31 octobre 2005. L'augmentation d'un trimestre à l'autre est principalement attribuable à des niveaux plus élevés de garanties pour des activités d'emprunt et de prêt de titres.

Opérations entre apparentés

Les politiques et procédures de la Banque ayant trait aux opérations entre apparentés, décrites aux pages 75 et 116 du Rapport annuel 2005, sont demeurées les mêmes au cours du trimestre. Toutes les opérations avec des apparentés ont continué d'être effectuées aux conditions du marché.

Bilan

Le total de l'actif de la Banque s'élevait à 325 milliards de dollars au 31 janvier 2006, une augmentation de 11 milliards de dollars ou de 3 % par rapport au 31 octobre 2005. Exclusion faite de l'effet de la conversion des devises, les actifs ont augmenté de 15 milliards de dollars ou de 5 %.

Le portefeuille de prêts de la Banque a continué de croître, les soldes de prêts sous-jacents ayant progressé de 3 milliards de dollars ou de 2 % depuis le 31 octobre 2005. Les prêts hypothécaires à l'habitation consentis au Canada ont contribué à cette croissance, progressant de 2 milliards de dollars, exclusion faite de l'effet de la titrisation, en raison du dynamisme persistant du marché canadien de l'habitation. À l'échelle internationale, les prêts consentis en Amérique latine et dans les Antilles ont augmenté de 1 milliard de dollars. Les prêts aux entreprises ont progressé au Mexique et en République dominicaine, alors que les prêts aux particuliers dans la plupart des pays des Antilles et d'Amérique latine ont connu une bonne croissance grâce notamment au succès des récentes activités de promotion.

Le portefeuille des valeurs mobilières de la Banque a augmenté de 5 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2005. Les valeurs détenues aux fins de placement se sont appréciées de 3 milliards de dollars sous l'effet principalement des achats de titres adossés à des actifs structurés avec une grande société cliente. Les valeurs détenues aux fins de négociation se sont également appréciées de 2 milliards de dollars, surtout dans Scotia Capitaux, où celles-ci sont utilisées essentiellement pour couvrir le risque de marché lié aux activités de négociation avec les clients. Au 31 janvier 2006, l'excédent de la valeur marchande sur la valeur comptable des valeurs détenues aux fins de placement de la Banque se chiffrait à 1 090 millions de dollars, une hausse de 55 millions de dollars depuis le 31 octobre 2005, malgré des gains nets réalisés de 94 millions de dollars au premier trimestre de 2006.

Le passif total de la Banque s'élevait à 309 milliards de dollars au 31 janvier 2006, une hausse de 11 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2005 ou de 15 milliards de dollars exclusion faite de l'effet de la conversion des devises.

Les dépôts de particuliers ont augmenté de 3 milliards de dollars en raison principalement de la croissance des dépôts de 2 milliards de dollars au Canada, surtout des dépôts à terme, les clients ayant profité des taux d'intérêt plus avantageux des CPG. Les dépôts autres que ceux des particuliers se sont accrus de 10 milliards de dollars, contribuant à la croissance de l'actif.

Gestion du capital

Les coefficients de capital de la Banque demeurent solides et figurent toujours parmi les plus élevés des grandes banques canadiennes. Cette position de force permet à la Banque de saisir les occasions de croissance stratégique qui se présentent.

Le coefficient du capital de catégorie 1 s'est établi à 10,8 % pour le trimestre, comparativement à 11,2 % il y a un an et à 11,1 % au trimestre précédent. Cette baisse est attribuable principalement à la croissance de l'actif pondéré en fonction du risque.

Le coefficient du capital-actions ordinaire corporel, qui représente le capital-actions ordinaire moins l'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels en pourcentage de l'actif pondéré en fonction du risque, est demeuré le plus élevé parmi les principales banques canadiennes. Au 31 janvier 2006, ce coefficient était de 9,0 %, par rapport à 9,5 % au premier trimestre de l'exercice précédent et à 9,3 % au 31 octobre 2005.

Instruments financiers

Compte tenu de la nature des principales activités commerciales de la Banque, les instruments financiers constituent un élément important du bilan et font partie intégrante des activités de la Banque. Différentes mesures reflètent le niveau de risque associé au portefeuille d'instruments financiers de la Banque. Certaines de ces mesures sont exposées plus en détail à la page 7 dans la section intitulée «Gestion du risque».

Les instruments financiers sont, en règle générale, comptabilisés au coût, à l'exception de ceux détenus aux fins de négociation, qui sont constatés à leur juste valeur estimative. Aucune modification n'a été apportée à la méthode de calcul de la juste valeur des instruments financiers depuis le 31 octobre 2005. Il n'y a pas eu de variations importantes de la juste valeur des instruments financiers qui aient été causées par des facteurs autres que ceux qui sont liés aux conditions normales de l'économie, de l'industrie et du marché.

Au 31 janvier 2006, le total des montants notionnels d'instruments dérivés s'établissait à 902 milliards de dollars, comparativement à 991 milliards de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent et à 886 milliards de dollars au 31 octobre 2005. Le pourcentage d'instruments dérivés détenus aux fins de négociation et d'instruments dérivés détenus à d'autres fins que la négociation ou aux fins de gestion de l'actif et du passif est demeuré généralement inchangé. Le montant du risque de crédit équivalent, compte tenu de l'incidence des accords de compensation, s'élevait à 13 milliards de dollars, ce qui est comparable à l'exercice et au trimestre précédents.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut des arrangements contractuels qu'elle n'est pas tenue de consolider dans ses états financiers. Ces arrangements appartiennent à trois grandes catégories : les entités à détenteurs de droits variables («EDDV»), les garanties et engagements de prêts ainsi que les opérations de titrisation. Au premier trimestre, la Banque n'avait aucune obligation contractuelle importante qui se situait à l'extérieur du cours normal de ses activités. Aucune modification n'a été apportée aux processus d'examen et d'approbation des arrangements contractuels depuis l'exercice précédent.

Durant le trimestre, la Banque n'a conclu aucun nouvel arrangement important avec des EDDV qui n'est pas consolidé dans son bilan.

La Banque continue de titriser des prêts hypothécaires à l'habitation afin de diversifier ses sources de financement, car il s'agit là d'un moyen rentable de financer la croissance de ce portefeuille. Au cours du trimestre, la Banque a titrisé une somme additionnelle de 437 millions de dollars en prêts hypothécaires à l'habitation, ce qui a porté l'encours des prêts hypothécaires titrisés à 7 799 millions de dollars au 31 janvier 2006, comparativement à 7 801 millions de dollars au 31 octobre 2005.

Les garanties et engagements de prêts sont comparables à celles du quatrième trimestre. Les commissions tirées des garanties et engagements de prêts, inscrites dans les autres revenus, se sont établies à 56 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2006, comparativement à 59 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Dividende par action ordinaire

À l'occasion de sa réunion tenue le 2 mars 2006, le conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 36 cents par action ordinaire aux actionnaires inscrits au 4 avril 2006. La date de paiement de ce dividende est le 26 avril 2006.

Perspectives

L'activité économique mondiale est demeurée vigoureuse au cours des premiers mois de l'exercice 2006, soutenue par la Chine, l'Inde et les autres pays producteurs à main-d'œuvre bon marché d'Asie, d'Europe de l'Est et d'Amérique latine. Les économies du Canada et du Mexique ont profité du dynamisme des marchés des produits de base, en particulier des produits énergétiques, et de la forte demande aux États-Unis. Même si la croissance de l'économie américaine ralentissait dans les prochains mois, les marchés devraient conserver leur dynamisme pour ce qui est des produits industriels et énergétiques. Dans l'éventualité d'une hausse des taux d'intérêt et de l'appréciation persistante du dollar canadien, la croissance globale au Canada pourrait s'affaiblir.

Les résultats du premier trimestre ont permis à la Banque d'amorcer l'exercice 2006 en force, et ce, même s'il est possible que les revenus de négociation ne se maintiennent pas à un niveau aussi élevé pendant le reste de l'exercice. Néanmoins, la croissance économique qui se poursuit dans les régions où la Banque Scotia exerce ses activités, conjuguée à la diversification de ses plateformes de croissance et au contrôle des coûts, laisse croire que la Banque pourra atteindre ses objectifs clés.

Conventions et estimations comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Les principales conventions comptables qui ont servi à établir les présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles que la Banque a utilisées dans la préparation des états financiers consolidés annuels vérifiés de 2005 (se reporter à la note 1 pour les états de fin d'exercice).

Le détail sur les importants changements à venir de conventions comptables touchant la Banque est présenté à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires.

Les principales hypothèses et bases sur lesquelles reposent les estimations faites par la direction conformément aux PCGR de même que leur incidence sur les chiffres présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires et les notes y afférentes demeurent essentiellement les mêmes que celles décrites dans le Rapport annuel 2005.

Données par secteur d'activité

Réseau canadien

		Pour les trimestres terminés les	
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
(non vérifié) (en millions de dollars)			
(base de mise en équivalence fiscale) ¹⁾			
Revenu du secteur d'activité			
Revenu d'intérêts net	909 \$	929 \$	890 \$
Provision pour créances irrécouvrables	64	69	76
Autres revenus	472	474	447
Frais autres que d'intérêts	833	870	784
Provision pour impôts sur le revenu	153	136	147
Revenu net	331 \$	328 \$	330 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	2	2	1
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	329 \$	326 \$	329 \$
Autres données			
Rendement des capitaux propres ²⁾	30,5 %	30,1 %	34,1 %
Actif moyen (en milliards de dollars)	130 \$	127 \$	120 \$

1) Voir la note 2 à la page 13.

2) Voir la note 1 du tableau Total à la page 14.

Le Réseau canadien, qui englobe Gestión de patrimoine, a déclaré un solide revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires de 329 millions de dollars pour le trimestre, ce qui représente 39 % du revenu net total de la Banque. Les résultats du Réseau canadien sont comparables à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent et à ceux du quatrième trimestre. Le taux de rendement des capitaux propres demeure supérieur à 30 %.

Le revenu total a crû de 3 % et le revenu d'intérêts net, de 19 millions de dollars ou de 2 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La plupart des produits ont connu une forte croissance au chapitre des volumes. Cependant, cette croissance a été en grande partie atténuée par des marges sur intérêts plus faibles reflétant le plateau de la courbe de rendement, ainsi que par le coût plus élevé des dépôts en gros servant à financer en partie la croissance de l'actif. Ces facteurs ont également entraîné une diminution de 2 % du revenu d'intérêts net d'un trimestre à l'autre.

L'actif de la clientèle des services aux particuliers a progressé de 10 % par rapport à l'exercice précédent grâce à la croissance considérable, compte non tenu des opérations de titrisation, de 7 milliards de dollars ou de 10 % des soldes sur prêts hypothécaires à l'habitation. Au cours du trimestre à l'étude, les clients ont marqué une nette préférence pour les prêts hypothécaires à long terme à taux fixe plutôt qu'à taux variable en raison du relèvement récent des taux d'intérêt à court terme. Le crédit renouvelable aux particuliers s'est également accru considérablement d'un exercice à l'autre, affichant une hausse de 2,4 milliards de dollars ou de 13 %. Les dépôts des particuliers ont progressé de 6 % en raison principalement de l'augmentation des soldes des dépôts à terme. De même, les dépôts des petites entreprises ont connu une forte augmentation de 17 %.

La provision pour créances irrécouvrables a totalisé 64 millions de dollars au premier trimestre, ce qui représente une amélioration

ration par rapport à 76 millions de dollars comptabilisés au premier trimestre de l'exercice précédent et à 69 millions de dollars au quatrième trimestre. Cette baisse s'explique principalement par la diminution des provisions du portefeuille de prêts aux entreprises.

Au premier trimestre, les autres revenus se sont établis à 472 millions de dollars, en hausse de 25 millions de dollars ou de 6 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Toutes les divisions ont amélioré leurs résultats. Les revenus provenant des fonds communs de placement ont affiché une croissance importante attribuable aux soldes moyens plus élevés découlant principalement de l'appréciation des marchés, et les commissions de courtage de détail se sont accrues considérablement sous l'effet de la poussée des activités de négociation. De plus, nous avons observé une augmentation des frais de service et des revenus générés par les cartes.

Les frais autres que d'intérêts affichent une augmentation de 6 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique en grande partie par une augmentation de la rémunération, notamment la rémunération à base d'actions et la rémunération liée au rendement, les prestations de retraite et les autres prestations aux employés. L'augmentation de la rémunération à base d'actions résulte essentiellement d'une appréciation plus élevée du prix de l'action de la Banque et de la comptabilisation accélérée des coûts pour les retraités récents. Cette hausse a été partiellement atténuée par une baisse des frais de litiges. Les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 4 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement des coûts de publicité plus élevés au quatrième trimestre pour les vastes campagnes de marketing et des baisses saisonnières dans d'autres catégories de frais. Ce fléchissement a été en partie annulé par l'augmentation de la rémunération à base d'actions découlant des raisons susmentionnées.

Opérations internationales

(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale) ¹⁾	Pour les trimestres terminés les		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
Revenu du secteur d'activité			
Revenu d'intérêts net	529 \$	506 \$	462 \$
Provision pour créances irrécouvrables	27	16	7
Autres revenus	215	202	180
Frais autres que d'intérêts	452	486	388
Provision pour impôts sur le revenu	10	10	23
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	20	20	17
Revenu net	235 \$	176 \$	207 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	2	2	1
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	233 \$	174 \$	206 \$
Autres données			
Rendement des capitaux propres ²⁾	22,9 %	17,5 %	24,2 %
Actif moyen (en milliards de dollars)	52 \$	51 \$	48 \$

1) Voir la note 2 à la page 13.

2) Voir la note 1 du tableau Total à la page 14.

Le revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires a atteint 233 millions de dollars au premier trimestre de 2006 pour la division Opérations internationales, soit une hausse de 27 millions de dollars ou de 13 % par rapport à l'exercice précédent et de 59 millions de dollars ou de 34 % par rapport au quatrième trimestre. Ces résultats pour le trimestre, soutenus par la croissance au Mexique et de solides performances continues dans les Antilles et en Amérique centrale, représentent 28 % du revenu net consolidé de la Banque. Le taux de rendement des capitaux propres était de 23 %.

Les volumes d'actif ont crû de 4 milliards de dollars ou de 8 % par rapport à l'exercice précédent. L'acquisition de Banco de Comercio au Salvador représente le quart de cette somme, tandis que le montant restant de 3 milliards de dollars est attribuable principalement à une augmentation de 20 % des prêts aux particuliers, découlant de la croissance de 32 % des cartes de crédit et de 22 % des prêts hypothécaires.

Le revenu total s'est chiffré à 744 millions de dollars au premier trimestre, en hausse de 102 millions de dollars ou de 16 % par rapport à l'exercice précédent et de 36 millions de dollars ou de 5 % par rapport au quatrième trimestre. La hausse d'un exercice à l'autre s'explique principalement par une croissance généralisée des prêts aux particuliers au Mexique, dans les Antilles et en Amérique centrale. Banco de Comercio représente à elle seule environ le quart de cette amélioration.

L'augmentation comparativement au trimestre précédent découle de la croissance dans toutes les régions, mais surtout des volumes de prêts aux particuliers et des frais au Mexique.

Le revenu d'intérêts net s'est élevé à 529 millions de dollars durant le trimestre, soit une appréciation de 67 millions de dollars ou de 15 % d'un exercice à l'autre. La hausse est attribuable essentiellement à des volumes plus élevés de prêts aux particuliers dans les Antilles, en Amérique centrale et au Mexique, ainsi qu'à l'inclusion de Banco de Comercio. Par

rapport au quatrième trimestre, le revenu d'intérêts net a augmenté de 23 millions de dollars ou de 5 % en grande partie grâce aux volumes plus élevés de prêts consentis au Mexique.

La provision pour créances irrécouvrables s'est établie à 27 millions de dollars au premier trimestre, soit 20 millions de dollars de plus qu'à l'exercice précédent et 11 millions de dollars de plus qu'au quatrième trimestre. Les hausses des provisions constituées pour les prêts aux particuliers et aux entreprises au Mexique ainsi qu'un prêt douteux à une entreprise en Asie ont entraîné une augmentation des provisions au cours du trimestre.

Les autres revenus ont progressé de 35 millions de dollars ou de 19 % sur 12 mois et de 13 millions de dollars ou de 6 % d'un trimestre à l'autre. La croissance en glissement annuel s'explique en grande partie par l'augmentation au Mexique des gains réalisés sur la vente des valeurs mobilières détenues aux fins de placement, ainsi que par les fortes hausses de revenus tirés des cartes de crédit et des autres services aux particuliers. Les Bahamas, Puerto Rico et l'inclusion de Banco de Comercio ont également contribué à ces augmentations. L'amélioration par rapport au quatrième trimestre découle essentiellement des frais plus élevés facturés aux particuliers au Mexique.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 452 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 64 millions de dollars ou de 17 % par rapport à l'exercice précédent, mais en baisse de 34 millions de dollars ou de 7 % par rapport au quatrième trimestre. L'augmentation d'un exercice à l'autre résulte de l'acquisition de Banco de Comercio, de la hausse des frais de litiges et de la croissance liée aux activités commerciales dans la plupart des pays. La baisse par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable au Mexique, notamment en raison de la diminution des coûts de marketing et de la rémunération liée au rendement reflétant la consolidation des versements de fin d'année.

Scotia Capitaux

		Pour les trimestres terminés les	
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale) ¹⁾			
Revenu du secteur d'activité			
Revenu d'intérêts net	209 \$	201 \$	216 \$
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	(16)	(7)	(9)
Autres revenus	411	338	337
Frais autres que d'intérêts	254	198	261
Provision pour impôts sur le revenu	122	117	53
Revenu net	260 \$	231 \$	248 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	2	2	1
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	258 \$	229 \$	247 \$
Autres données			
Rendement des capitaux propres ²⁾	32,3 %	27,4 %	30,5 %
Actif moyen (en milliards de dollars)	115 \$	114 \$	108 \$

1) Voir la note 2 à la page 13.

2) Voir la note 1 du tableau Total à la page 14.

Scotia Capitaux a déclaré un revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires de 258 millions de dollars, soit une augmentation de 11 millions de dollars ou de 4 % par rapport à l'exercice précédent et une hausse de 29 millions de dollars ou de 13 % par rapport au quatrième trimestre. Cette contribution représente 31 % du revenu net total de la Banque pour le trimestre. Le taux de rendement des capitaux propres de 32 % est plus élevé que les solides résultats de chacun des trimestres de l'exercice précédent et nettement supérieur au rendement de 27 % obtenu au dernier trimestre.

La valeur totale des actifs a augmenté de 7 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent, essentiellement grâce aux valeurs mobilières qui soutiennent les opérations de négociation, ainsi qu'à l'achat aux États-Unis d'un portefeuille de comptes clients de financement automobile aux particuliers au cours du trimestre. La croissance des prêts aux grandes entreprises de 1 milliard de dollars au Canada a été annulée par des réductions aux États-Unis et en Europe.

La performance de Scotia Capitaux au premier trimestre s'explique par la forte croissance des revenus de 12 % par rapport à l'exercice précédent et de 15 % par rapport au dernier trimestre, ce qui est attribuable aux revenus de négociation records. Le secteur Marchés des capitaux mondiaux a déclaré des revenus records liés aux produits dérivés, en raison notamment de l'augmentation des activités de la clientèle, et de la négociation de titres en raison des conditions favorables sur le marché. De plus, les résultats ont été soutenus par de solides performances continues au chapitre des opérations de change et des métaux précieux. Le revenu du secteur Services bancaires aux sociétés et services bancaires d'investissement mondiaux s'est accru par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, et comprenait des pertes découlant d'une entreprise acquise au

moyen de la restructuration d'un prêt et vendue par la suite en 2005. La croissance du revenu a été atténuée par les pressions continues exercées par la concurrence sur les marges sur intérêts.

Scotia Capitaux a bénéficié d'une diminution des nouvelles provisions pour créances irrécouvrables au cours du trimestre ainsi que des reprises qui se sont poursuivies, ce qui a entraîné un recouvrement net de pertes sur créances de 16 millions de dollars au premier trimestre, comparativement à 9 millions de dollars au cours de l'exercice précédent et à 7 millions de dollars au quatrième trimestre. Les reprises nettes ont été réalisées pour la plupart aux États-Unis et, dans une moindre mesure, au Canada et en Europe. Les prêts douteux ont continué de diminuer, ce qui témoigne de la vigueur globale du portefeuille de prêts.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 254 millions de dollars, en baisse de 3 % par rapport à l'exercice précédent, mais en hausse de 28 % par rapport au dernier trimestre. La diminution par rapport au dernier exercice s'explique par la baisse de la rémunération liée au rendement, attribuable principalement aux ajustements des estimations trimestrielles. Cette baisse a été partiellement atténuée par la hausse des salaires et des avantages sociaux. D'un trimestre à l'autre, les frais se sont accrus en raison de l'augmentation de la rémunération liée au rendement, compte tenu des revenus de négociation records pour le trimestre, en partie annulés par la diminution des indemnités de départ et des frais de litiges.

La provision pour impôts sur le revenu s'est élevée à 122 millions de dollars pour le trimestre, comparativement à 53 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent et à 117 millions de dollars au dernier trimestre. La hausse sur 12 mois est attribuable aux économies d'impôts plus élevées liées à certaines opérations structurées de l'exercice précédent.

Autres¹⁾

		Pour les trimestres terminés les		
		31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
(non vérifié) (en millions de dollars)				
(base de mise en équivalence fiscale) ²⁾				
Revenu du secteur d'activité				
Revenu d'intérêts net ³⁾		(138)\$	(130)\$	(141)\$
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables		—	(42)	—
Autres revenus		127	140	147
Frais autres que d'intérêts		23	25	24
Provision pour impôts sur le revenu ³⁾		(60)	(49)	(21)
Revenu net		26 \$	76 \$	3 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées		2	2	1
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires		24 \$	74 \$	2 \$

Autres données

Actif moyen (en milliards de dollars)	25 \$	25 \$	22 \$
---------------------------------------	--------------	-------	-------

- 1) Comprend les revenus de toutes les autres petites unités d'exploitation et les rajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net et la provision pour impôts sur le revenu, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et ceux imputés aux unités d'exploitation, et l'incidence des titrisations.
- 2) La Banque, comme certaines autres institutions bancaires, analyse le revenu, la marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen et le ratio de productivité selon une base de mise en équivalence fiscale («BMEF»). Cette méthodologie permet de majorer le revenu exempt d'impôt gagné à l'égard de certains titres selon une base de mise en équivalence fiscale avant impôts. Dans la présentation des résultats des secteurs d'activité, l'opération symétrique est imputée au poste de la provision pour impôts sur le revenu. La direction estime que cette méthode d'évaluation permet d'effectuer une comparaison uniforme des revenus d'intérêts nets de sources imposables et non imposables et permet une évaluation plus cohérente. Les données obtenues par le recours à une BMEF diffèrent de celles qu'on obtiendrait avec les PCGR et peuvent être différentes de celles présentées par d'autres sociétés.
- 3) Inclut l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net ainsi que les provisions pour impôts sur le revenu des trimestres terminés le 31 janvier 2006 (96 \$), le 31 octobre 2005 (75 \$) et le 31 janvier 2005 (76 \$), pour en arriver aux montants comptabilisés dans l'état consolidé des revenus.

Le revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires s'est établi à 24 millions de dollars, comparativement à 2 millions de dollars au dernier exercice et à 74 millions de dollars au trimestre précédent. La baisse d'un trimestre à l'autre est principalement attribuable à la reprise de 45 millions de dollars sur la provision générale pour créances irrécouvrables au quatrième trimestre.

Le revenu a diminué de 17 millions de dollars d'un exercice à l'autre et marque une baisse de 21 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Les autres revenus ont diminué de 20 millions de dollars par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 13 millions de dollars par rapport au dernier trimestre. La diminution sur 12 mois s'explique par les gains nets plus faibles sur les placements en obligations et le fléchissement des revenus générés par les activités de titrisation, partiellement contrebalancés par l'augmentation des gains nets sur les placements en actions. La variation trimestrielle s'explique également en partie par la baisse des revenus générés par les activités de titrisation.

Le revenu d'intérêts net et la provision pour impôts sur le revenu comprennent l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt. Ce montant est compris dans les résultats des unités d'exploitation, lesquels se présentent selon une base de mise en équivalence fiscale. L'élimination correspondait à une somme de 96 millions de dollars au premier trimestre, par rapport à 76 millions de dollars au trimestre correspondant du dernier exercice et à 75 millions de dollars au trimestre précédent. L'augmentation de la majoration est attribuable à la hausse du revenu de dividendes pendant le trimestre.

Total

Pour les trimestres terminés les

(non vérifié) (en millions de dollars)	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
Revenu du secteur d'activité			
Revenu d'intérêts net	1 509 \$	1 506 \$	1 427 \$
Provision pour créances irrécouvrables	75	36	74
Autres revenus	1 225	1 154	1 111
Frais autres que d'intérêts	1 562	1 579	1 457
Provision pour impôts sur le revenu	225	214	202
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	20	20	17
Revenu net	852 \$	811 \$	788 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	8	8	4
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	844 \$	803 \$	784 \$
Autres données			
Rendement des capitaux propres ¹⁾	21,6 %	20,5 %	21,0 %
Actif moyen (en milliards de dollars)	322 \$	317 \$	298 \$

1) Aux fins de gestion et de communication interne de l'information, la Banque répartit les capitaux propres entre les secteurs d'activité selon une méthode qui tient compte des risques de crédit, de marché et d'exploitation propres à chacun d'eux. Le rendement des capitaux propres est calculé en fonction du capital économique attribué à chaque secteur d'activité. Le capital économique n'est pas un terme défini conformément aux PCGR et, de ce fait, le rendement des capitaux propres ainsi obtenu pour chaque secteur peut ne pas être comparable à celui des autres institutions financières.

Chiffres clés pour les trimestres

		Pour les trimestres terminés les						
	31 janv. 2006	31 oct. 2005	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 janv. 2005	31 oct. 2004	31 juillet 2004	30 avril 2004
Revenu total (en millions de dollars)	2 734 \$	2 660 \$	2 608 \$	2 594 \$	2 538 \$	2 384 \$	2 464 \$	2 705 \$
Revenu total (BMEF ¹⁾) (en millions de dollars)	2 830	2 735	2 689	2 688	2 614	2 457	2 532	2 770
Revenu net (en millions de dollars)	852	811	784	826	788	705	731	784
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,85	0,81	0,78	0,82	0,78	0,70	0,72	0,77
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,84	0,80	0,77	0,81	0,77	0,69	0,71	0,75

1) Pour le rajustement de la mesure PCGR en base de mise en équivalence fiscale («BMEF»), se reporter aux notes 2 et 3 à la page 13.

Information sur les actions

		Au
		31 janvier 2006
(en milliers d'actions)		
Actions ordinaires en circulation		988 019¹⁾
Actions privilégiées Série 12		12 000²⁾
Actions privilégiées Série 13		12 000³⁾
Actions privilégiées de catégorie A émises par la Société de Placement Hypothécaire Scotia		250⁴⁾
Titres fiduciaires Série 2000-1 émis par Fiducie de Capital Scotia		500⁴⁾
Titres fiduciaires Série 2002-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia		750⁵⁾
Titres fiduciaires Série 2003-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia		750⁵⁾
Options en cours attribuées aux termes des régimes d'options d'achat d'actions ordinaires		37 886¹⁾⁶⁾

1) Au 17 février 2006, le nombre d'actions ordinaires en circulation et le nombre d'options en cours s'élevaient respectivement à 988 063 et à 37 812. Le nombre des autres titres de ce tableau demeure inchangé.

2) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,328125 \$ par action.

3) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,30 \$ par action.

4) Déclarés dans les obligations au titre des instruments de capitaux propres au bilan consolidé.

5) Déclarés dans les dépôts au bilan consolidé.

6) Comprend 16 794 options d'achat d'actions assorties de droits à la plus-value des actions («composante DPV»).

On trouvera plus de renseignements, y compris les caractéristiques de convertibilité, aux notes 13, 14 et 15 des états financiers consolidés du 31 octobre 2005 publiés dans le Rapport annuel 2005, et à la note 3 figurant à la page 20 du présent rapport.

État consolidé des revenus

		Pour les trimestres terminés les		
		31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
(non vérifié) (en millions de dollars)				
Revenu d'intérêts				
Prêts		2 813 \$	2 653 \$	2 399 \$
Valeurs mobilières		897	801	699
Dépôts à d'autres banques		184	186	136
		3 894	3 640	3 234
Frais d'intérêts				
Dépôts		1 790	1 541	1 330
Débentures subordonnées		35	34	33
Obligations au titre des instruments de capitaux propres		13	13	13
Autres		547	546	431
		2 385	2 134	1 807
Revenu d'intérêts net		1 509	1 506	1 427
Provision pour créances irrécouvrables (note 5)		75	36	74
Revenu d'intérêts net après provision pour créances irrécouvrables		1 434	1 470	1 353
Autres revenus				
Revenus de cartes		75	67	62
Services de dépôt et de paiement		189	181	168
Fonds communs de placement		58	52	44
Services de gestion des placements, de courtage et de fiducie		161	159	142
Commissions de crédit		131	131	136
Revenus de négociation		243	126	210
Services de banque d'investissement		155	171	180
Gains nets sur valeurs détenues aux fins de placement		94	109	62
Revenus de titrisation		13	19	19
Autres		106	139	88
		1 225	1 154	1 111
Revenu d'intérêts net et autres revenus		2 659	2 624	2 464
Frais autres que d'intérêts				
Salaires et avantages sociaux		934	861	870
Frais de locaux et de technologie		281	302	273
Communications		64	66	60
Publicité et développement des affaires		47	81	43
Honoraires		32	55	42
Taxe d'affaires et taxe sur le capital		37	30	37
Autres frais		167	184	132
		1 562	1 579	1 457
Revenu avant les éléments ci-dessous		1 097	1 045	1 007
Provision pour impôts sur le revenu		225	214	202
Quote-part du revenu net des filiales revenant aux actionnaires sans contrôle		20	20	17
Revenu net		852 \$	811 \$	788 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées		8	8	4
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires		844 \$	803 \$	784 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions) :				
De base		989	995	1 006
Dilué		1 002	1 008	1 021
Bénéfice net par action ordinaire¹⁾ (en dollars) :				
De base		0,85 \$	0,81 \$	0,78 \$
Dilué		0,84 \$	0,80 \$	0,77 \$
Dividendes par action ordinaire (en dollars)		0,36 \$	0,34 \$	0,32 \$

1) Le bénéfice par action est exprimé en dollars et il est fondé sur le nombre d'actions en circulation.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	31 janvier 2006	Aux	31 octobre 2005	31 janvier 2005
Actif				
Liquidités				
Encaisse et dépôts à d'autres banques sans intérêt	2 244 \$	2 501 \$	1 961 \$	
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	18 125	15 182	15 817	
Métaux précieux	3 571	2 822	2 207	
	23 940	20 505	19 985	
Valeurs mobilières				
Placement	26 140	23 452	22 477	
Négociation	51 873	50 007	46 656	
	78 013	73 459	69 133	
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	77 042	75 520	70 070	
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	35 331	34 695	33 855	
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	62 608	62 681	61 281	
Valeurs mobilières acquises aux termes d'ententes de revente	20 058	20 578	19 769	
	195 039	193 474	184 975	
Provision pour créances irrécouvrables (note 5)	2 434	2 469	2 641	
	192 605	191 005	182 334	
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 147	7 576	6 283	
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	12 926	11 622	12 493	
Terrains, bâtiments et matériel	1 926	1 934	1 937	
Écart d'acquisition	497	498	270	
Autres actifs incorporels	226	235	233	
Autres éléments d'actif	6 671	7 191	7 879	
	30 393	29 056	29 095	
	324 951 \$	314 025 \$	300 547 \$	
Passif et avoir des actionnaires				
Dépôts				
Particuliers	86 289 \$	83 953 \$	81 059 \$	
Entreprises et administrations publiques	113 652	109 389	101 466	
Banques	27 606	24 103	24 341	
	227 547	217 445	206 866	
Autres				
Acceptations	8 147	7 576	6 283	
Obligations relatives aux valeurs mobilières vendues aux termes d'ententes de rachat	24 902	26 032	24 846	
Obligations relatives aux valeurs mobilières vendues à découvert	10 513	11 250	7 453	
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	13 639	11 193	11 993	
Autres engagements	20 369	20 794	24 226	
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	310	306	287	
	77 880	77 151	75 088	
Débentures subordonnées	2 578	2 597	2 625	
Obligations au titre des instruments de capitaux propres	750	750	750	
Avoir des actionnaires				
Capital-actions				
Actions privilégiées	600	600	300	
Actions ordinaires et surplus d'apport	3 339	3 317	3 234	
Bénéfices non répartis	14 458	14 126	13 236	
Écart de conversion cumulatif	(2 201)	(1 961)	(1 552)	
	16 196	16 082	15 218	
	324 951 \$	314 025 \$	300 547 \$	

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

	Pour les trimestres terminés les	
	31 janvier 2006	31 janvier 2005
(non vérifié) (en millions de dollars)		
Actions privilégiées	600 \$	300 \$
Actions ordinaires et surplus d'apport		
Actions ordinaires		
Solde au début de la période	3 316	3 228
Émission d'actions	34	45
Rachats aux fins d'annulation	(12)	(40)
Solde à la fin de la période	3 338	3 233
Surplus d'apport : juste valeur des options d'achat d'actions	1	1
Total	3 339	3 234
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	14 126	13 239
Revenu net	852	788
Dividendes : Actions privilégiées	(8)	(4)
Actions ordinaires	(356)	(322)
Achat d'actions	(156)	(465)
Solde à la fin de la période	14 458	13 236
Écart de conversion cumulatif		
Solde au début de la période	(1 961)	(1 783)
Gains (pertes) de change non réalisés, montant net ¹⁾	(240)	231
Solde à la fin de la période	(2 201)	(1 552)
Total de l'avoir des actionnaires à la fin de la période	16 196 \$	15 218 \$

1) Comprend le montant net des gains (pertes) de change non réalisés sur les investissements nets dans des établissements étrangers autonomes de (444) \$ (381 \$ au 31 janvier 2005) et des gains (pertes) découlant des activités de couverture de change connexes de 204 \$ ((150)\$ au 31 janvier 2005).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé condensé des flux de trésorerie

Pour les trimestres terminés les

Provenance et (utilisation) des flux de trésorerie <i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	31 janvier 2006	31 janvier 2005
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Revenu net	852 \$	788 \$
Rajustements au revenu net en vue de déterminer les flux de trésorerie	(43)	10
Intérêts courus nets à recevoir et à payer	(97)	18
Valeurs mobilières détenues aux fins de négociation	(2 166)	(3 158)
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation, montant net	1 113	(340)
Autres, montant net	(1 242)	1 028
	(1 583)	(1 654)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Dépôts	12 892	8 120
Obligations relatives aux valeurs mobilières vendues aux termes d'ententes de rachat	(824)	4 917
Obligations relatives aux valeurs mobilières vendues à découvert	(674)	(151)
Capital-actions émis	28	40
Capital-actions remboursé/racheté aux fins d'annulation	(168)	(505)
Dividendes versés en espèces	(364)	(326)
Autres, montant net	443	205
	11 333	12 300
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	(3 382)	(2 460)
Prêts, à l'exclusion des titrisations	(4 057)	(7 568)
Titrisations de prêts	434	589
Valeurs mobilières détenues aux fins de placement, montant net	(2 914)	(1 144)
Terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	(48)	(58)
	(9 967)	(10 641)
Incidence des fluctuations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces	(40)	35
Variation nette des espèces et quasi-espèces	(257)	40
Espèces et quasi-espèces au début de la période	2 501	1 921
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	2 244 \$	1 961 \$
Décaissements effectués pour :		
Intérêts	2 327 \$	1 792 \$
Impôts sur le revenu	274 \$	239 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (*non vérifié*)

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Ils doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005. Les principales conventions comptables qui ont servi à établir les états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles que la Banque a utilisées dans la préparation des états financiers consolidés vérifiés de fin d'exercice. Certains chiffres correspondants ont été reclassés conformément à la présentation de la période écoulée.

1. Changements de conventions comptables futurs

La section qui suit résume les changements de conventions comptables futurs qui auront une incidence sur les états financiers consolidés de la Banque.

Instruments financiers

L'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'«ICCA») a publié trois nouvelles normes : «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», «Couvertures» et «Résultat étendu». Ces normes s'appliqueront à la Banque le 1^{er} novembre 2006 et comportent les exigences suivantes :

Instruments financiers – comptabilisation et évaluation
 Tous les actifs et passifs financiers seront comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé, à l'exception des éléments suivants qui seront comptabilisés au coût après amortissement, sauf s'ils sont considérés comme étant détenus aux fins de négociation lors de leur constatation initiale : prêts et créances, certains titres et passifs financiers non détenus aux fins de négociation. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur les actifs et les passifs financiers qui sont détenus aux fins de négociation continueront d'être inscrits à l'état consolidé des revenus. Les gains et les pertes non réalisés sur les actifs financiers destinés à la vente seront inscrits dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à leur réalisation, après quoi ils seront inscrits à l'état consolidé des revenus. Tous les dérivés, y compris les dérivés intégrés devant être comptabilisés séparément, seront inscrits à la juste valeur au bilan consolidé.

Couvertures

Dans le cas d'une couverture de juste valeur, la variation de la juste valeur du dérivé détenu aux fins de couverture sera déduite à l'état consolidé des revenus de la variation de la juste valeur de l'élément couvert lié au risque couvert.

Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur d'un dérivé, dans la mesure où il est efficace, sera inscrite dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif ou le passif couvert influe sur l'état consolidé des revenus et, à ce moment-là, la variation connexe de la juste valeur du dérivé sera également inscrite à l'état consolidé des revenus. Toute inefficacité d'une couverture sera constatée dans l'état consolidé des revenus.

Résultat étendu

Les gains et pertes non réalisés sur des actifs financiers qui seront destinés à la vente, les gains ou pertes de change non réalisés découlant des activités d'établissements étrangers autonomes et les variations de la juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie seront inscrits dans un état des autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce qu'ils soient constatés à l'état consolidé des revenus. Les autres éléments du résultat étendu feront partie de l'avoir des actionnaires.

L'incidence de la mise en œuvre de ces nouvelles normes ne peut pas encore être déterminée car elle dépend des positions non réglées et des stratégies de couverture de la Banque ainsi que de la volatilité des marchés au moment de la transition.

2. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée et commerciale ainsi qu'aux grandes entreprises dans le monde entier. La Banque se divise en trois grandes unités d'exploitation,

à savoir : Réseau canadien, Opérations internationales et Scotia Capitaux. Les résultats de ces unités d'exploitation sont présentés dans les tableaux sur le revenu par secteur d'activité paraissant précédemment aux pages 10 à 14.

3. Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2006, la Banque a lancé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vue de racheter jusqu'à 50 millions de ses actions ordinaires, ce qui représente environ 5 % des actions ordinaires en circulation de la Banque. L'offre se terminera le 5 janvier 2007 ou à la date à laquelle la Banque aura racheté les actions, selon la première de ces deux dates.

Au cours du trimestre, la Banque a racheté 3,7 millions d'actions ordinaires au prix moyen de 45,87 \$ l'action.

Le 8 février 2006, postérieurement à la fin du trimestre, la Banque a racheté la totalité de ses débentures subordonnées d'un montant de 300 millions de dollars portant intérêt à un taux de 7,4 % et venant à échéance en 2011.

4. Cession de prêts par titrisation

La Banque titrise des prêts hypothécaires à l'habitation au moyen de la création de titres adossés à des créances hypothécaires. Le gain net sur la cession de prêts hypothécaires résultant de ces titrisations est constaté au titre des «Revenus de titrisation» dans l'état consolidé des revenus. Aucune créance irrécouvrable n'est prévue, les prêts hypothécaires étant assurés. Le tableau qui suit présente les cessions réalisées par la Banque :

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
Produit net en espèces ¹⁾	434 \$	475 \$	589 \$
Droits conservés	11	16	14
Engagement de service retenu	(2)	(3)	(4)
	443	488	599
Prêts hypothécaires à l'habitation titrisés	437	479	588
Gain net sur la cession	6 \$	9 \$	11 \$

1) Compte non tenu des prêts hypothécaires assurés de 268 \$ titrisés et conservés par la Banque pour le trimestre terminé le 31 janvier 2006 (496 \$ pour le trimestre terminé le 31 octobre 2005; 525 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2005). Ces actifs sont classés à titre de valeurs mobilières détenues aux fins de placement et leur solde s'élevait à 1 437 \$ au 31 janvier 2006.

5. Provision pour créances irrécouvrables

Le tableau qui suit résume la variation de la provision pour créances irrécouvrables :

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
Solde au début de la période	2 475 \$	2 572 \$	2 704 \$
Radiations	(131)	(160)	(149)
Recouvrements	39	68	36
Provision pour créances irrécouvrables	75	36	74
Autres, y compris le redressement de change	(13)	(41)	(15)
Solde à la fin de la période ^{1) 2)}	2 445 \$	2 475 \$	2 650 \$

1) Au 31 janvier 2006, 11 \$ (6 \$ au 31 octobre 2005; 9 \$ au 31 janvier 2005) étaient inscrits au poste «Autres engagements».

2) Au 31 janvier 2006, la provision générale pour créances irrécouvrables était de 1 330 \$ (1 330 \$ au 31 octobre 2005; 1 375 \$ au 31 janvier 2005).

6. Avantages sociaux futurs

Les avantages sociaux futurs comprennent les prestations de retraite et les avantages complémentaires de retraite, les avantages postérieurs à l'emploi et les absences et congés rémunérés. Le tableau suivant résume les charges liées aux principaux régimes de la Banque¹⁾.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
Charges au titre des prestations			
Régimes de retraite	24 \$	15 \$	21 \$
Autres régimes	31	24	27
	55 \$	39 \$	48 \$

1) D'autres régimes administrés par certaines filiales de la Banque ne sont pas considérés comme importants et ne sont pas pris en compte dans la présente note.

7. Acquisitions futures

La Banque a récemment annoncé les acquisitions suivantes : i) les activités canadiennes de la Banque Nationale de Grèce ii) deux banques péruviennes, à savoir Banco Wiese et Banco Sudamericano, dans le but de les fusionner et de détenir une participation de 80 % dans la nouvelle entité ainsi formée et iii) les opérations

hypothécaires de Maple Financial Group Inc., qui comprend Maple Trust Company. L'investissement combiné dans ces acquisitions s'établit à environ 700 millions de dollars. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, ces acquisitions devraient être conclues au cours du deuxième trimestre de 2006.

Service de dépôt direct

Les actionnaires qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'Agent de transfert.

Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux porteurs d'actions ordinaires et privilégiées d'acquérir d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes en espèces sans avoir à acquitter les frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les titulaires de débentures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent de transfert.

Dates de paiement des dividendes pour 2006

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
3 janvier	27 janvier
4 avril	26 avril
4 juillet	27 juillet
3 octobre	27 octobre

Envoi de documents en plusieurs exemplaires

À titre d'actionnaire, vous pouvez figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi si vous êtes inscrit sous différents noms ou différentes adresses. Pour mettre fin à cette duplication, veuillez communiquer avec l'Agent de transfert afin que soient prises les dispositions nécessaires.

Site Web

Pour toute information concernant la Banque Scotia et ses services, vous pouvez visiter notre site Web : www.banquescotia.com.

Conférence téléphonique et diffusion sur le Web

La conférence téléphonique portant sur les résultats trimestriels, d'une durée d'environ une heure, aura lieu le 3 mars 2006 à compter de 15 h HNE. Les parties intéressées peuvent suivre la conférence téléphonique, à titre d'auditeurs uniquement, en composant le 1 800 814-3911 (numéro sans frais), 5 à 15 minutes avant le début. La conférence téléphonique, accompagnée d'une présentation sur diapositives, sera également diffusée en direct sur le Web. Pour y accéder, cliquez sur le lien «Relations avec les investisseurs» du site www.banquescotia.com. La présentation des résultats par les dirigeants de la Banque Scotia sera suivie d'une période de questions. Les auditeurs sont invités à envoyer leurs questions par courriel, à l'adresse investor.relations@scotiabank.com.

Un enregistrement de la conférence téléphonique sera disponible du 3 mars au 17 mars 2006, au numéro de téléphone 416 640-1917, code 21174131, suivi du carré. Un enregistrement de la conférence diffusée sur le Web sera disponible pendant trois mois sur le site Web de la Banque Scotia.

Renseignements**Investisseurs**

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui souhaitent obtenir de l'information financière concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia
 Scotia Plaza
 44, rue King Ouest
 Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
 Téléphone : 416 866-5982
 Télécopieur : 416 866-7867
 Courriel : investor.relations@scotiabank.com

Médias

Les demandes d'information des médias et les autres demandes de renseignements doivent être adressées au service Relations publiques, Affaires de la société et Affaires gouvernementales à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : 416 866-3925
 Télécopieur : 416 866-4988
 Courriel : corpaff@scotiabank.com

Actionnaires

Pour obtenir des renseignements sur une nouvelle participation, un changement d'adresse, des dividendes, des transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada
 100, avenue University, 9^e étage
 Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1
 Téléphone : 1 877 982-8767
 Télécopieur : 1 888 453-0330
 Courriel : service@computershare.com

Coagent de transfert (États-Unis)
 Computershare Trust Company, Inc.
 350 Indiana Street
 Golden, Colorado 80401 U.S.A.
 Téléphone : 1 800 962-4284

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter les Affaires financières :

Banque Scotia
 Scotia Plaza
 44, rue King Ouest
 Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
 Téléphone : 416 866-4790
 Télécopieur : 416 866-4048
 Courriel : corporate.secretary@scotiabank.com

Quarterly Reports available in English

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public, Corporate and Government Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

La Banque de Nouvelle-Écosse est une entreprise canadienne constituée avec responsabilité limitée.



MC Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse.